

PRONONCEE

DEVANT LE ROY,
 SEANT EN SES ESTATS
 generaulx à Bloys, par Reuerend
 pere en Dieu, Messire P I E R R E
 D' E P I N A C, Archeuesque,
 Comte de Lyon, Primat des Gau-
 les, au nom de l'Estat Ecclesiasti-
 que de France.



A P A R I S,
 Chez P. l'Huillier, rue S. Iaques, à l'Oliuier.

1 5 7 7.

A V E C P R I V I L E G E D U R O Y.





H A R E N G V E P R O -

N O N C E E D E V A N T L E

*Roy, seant en ses Estats generaulx à
Bloys, par Reuerend pere en Dieu,
Messire Pierre d'Epinaç, Archeues-
que, Comte de Lyon, Primat des
Gaules, au nom de l'Estat Ecclesiasti-
que de France.*

S I R E, encores que la
Frâce, qui a esté iuf-
ques icy agitee par
les plus grandes &
perilleuses tēpestes,
qui ayent iamais tra-
uillé autre Republique, ne soit pas

encores du tout hors des vagues & orages : si est-ce qu'elle pense desia voir de loin le port, & se persuade d'arriuer bien tost en lieu de seureté, puisque toutes choses luy tendent ayde & promettent secours. Car premierement Dieu qui auoit estendu sur nous la main de son iuste courroux, nous ostant le sentiment de nos maux, & le sens pour y pourueoir, semble maintenant nous regarder de son œil de pitié, puis qu'il nous prepare de si grands conseils, & vne si parfaicte vniõ, pour arrester le cours commun de nos miseres. Et apres ceste asseurance que nous auons eue de Dieu, la prudẽce qui est en vous plus grande que vostre aage ne permet, la dexterité de vostre esprit, qui se recognoist en toutes vos actions, & a esté remarquée en ceste eloquente pro-

position, qui a rauit tout le monde en admiration, & vostre sainte & bonne volonté & pieté enuers vostre peuple, nous donnent esperance d'une felicité prochaine. Et ceste expectation est grandement confirmée, quand nous considerons que vostre saint desir est si affectueusement secondé par le conseil de la Royne vostre mere, qui ayant si bien merité de tout le Royaume de France, tant pour le soin qu'elle a eu de faire si saintement & religieusement instituer les ans de vostre premiere iu- nesse, que par la sage conduite, par laquelle elle a manié le gouuernail de ceste Monarchie, pendant le temps des plus dâgeureuses tēpestes, continue encores maintenāt à vouloir par sa prudences'ayder à remettre vostre Royaume en son ancien honneur. Et

nous promet encores beaucoup de bien l'adffistance & valeur de Monseigneur vofre frere, que nous efperons debuoir estre le bras dextre de vofre authorité & puiffance. Et avec toutes ces choses vos treshumbles fubieets, qui par les calamitez souffertes par le passé, sembloient auoir perdu le courage, recognoiffans la faueur que le ciel leur presente maintenant, reueillēt leurs efprits ja comme endormis & affoupis, & apportēt vn bon zele & affection à la restauration de cest estat : de forte qu'il semble que toutes ces choses ioinctes ensemble, nous facent defia veoir le ciel plus ferain, & nous promettent vne heureufe tranquillité.

Et comment est-ce que nous ne ferions tous en ceste expectation de bonheur, puis qu'il plaist a vofre

Majesté, nō comme Roy, mais comme pere tresbenin, traiter si gracieusement avec vos subiects, leur donner ceste honnesté liberté de vous dire leurs plaintes & doleances, & faire vne si amiable communication & conference avec eulx, pour trouuer les moyens de leur donner quelque asseuré repos apres tant de malheurs? En quoy certes ils cognoissent combien est grande vostre sagesse & providence, qui a sceu tresbien recognoistre, que vous ne pouuiez rabil-
 ler les desordres qui estoient en vostre Royaume, que premierement vous ne les eussiez bien & amplement entendus : & ne les pouuiez mieux entendre que par la bouche de vostre peuple, qui luy-mesmes en sent les pertes & les douleurs. Car à la verité l'vne des plus grâdes incommo-

ditez qui accōpagnent l'estat Royal,
 est que le Prince ne peult entendre
 les deffaults qui sont en son estat, que
 par la bouche de ceux qui sont au-
 tour de leurs oreilles. Et iceulx luy e-
 stans bien souuent dissimulez il ne
 peult, bien qu'il en eust bonne vo-
 lonté, les reparer, pour contenter
 son peuple. Chose qui despleut tel-
 lement à l'Empereur Diocletian,
 que voyant que ses Conseillers luy
 cachoient la verité des fautes qui e-
 stoient en son Empire, luy ostant
 par là tout moyen de les reigler,
 comme il en auoit bonne volonté: il
 se despita tellement, que pour ceste
 raison principale il remit & refina
 son Empire entre les mains de Con-
 stantius Chorus: & aima mieux vi-
 ure en personne priuée, & dresser
 son iardin à Solone, que de garder
 l'Empire

l'Empire du monde avec ceste incommodité, de ne pouuoir fidelement recognoistre les maulx auxquels il appartient à vn Empereur & Prince souuerain de pourueoir.

Mais vostre Majesté, SIRE, a bien prins vn conseil beaucoup plus honorable, vtil & salutaire: car appellant tout son peuple, qui a senty toutes ces calamitez & ruines, & leur donnant toute liberté de dire ce qui le greue, rien ne luy pourra estre caché. Et cognoissant particulièrement quelles sont toutes les maladies qui affligent tous les membres de ceste Republique, il pourra aussi avec eux y trouuer des conuenables remedes. Et tout ainsi comme ils recognoissent que vous exercez en leur endroict l'office, non seulement d'un iuste & equitable Prin-

ce, mais encores d'un bon & pitoyable pere : ainsi ils ne doiuent desirer rien plus que de donner par effect tesmoignage de l'obeissance, à laquelle les oblige, & la nature qui les a fait naistre vos subiects, & l'amitié paternelle qu'il vo⁹ plaist leur porter.

Et parce, SIRE, vos treshumbles & tres-obeissans seruiteurs & subiects, les gens Ecclesiastiques de vostre Royaume, recognoissans que ceste vnion de l'obeissance du subiect, avec le commandement du Prince, est vne liaison qui entretient en estre & en grandeur ce grand corps commun de la Republique, qui vient si tost à decheoir, que ce lien est dissolu & rompu, vous protestent deuant vostre Majesté, qu'ils n'ont rien de plus cher, ny n'ont apporté, apres l'honneur de Dieu, autre but & fin à

leurs actiōs & discours en ceste commune & publique assemblée, sinon que de tenter tous les moyens qui pourront estre pour rendre vostre Majesté aussi aimée & obeye de ses subjects, crainte & redoubtée de ses ennemis, comme ont esté les Roys vos predecesseurs, & comme vos vertus le meritent. Car nous sçauons assez, & l'experience nous en a (malheureux que nous sommes) trop fait sentir le dommage, que la desobeissance est l'affoiblissement de toute puissance, la ruine des maisons & familles, la perte des villes, seigneuries, & Royaumes. Et si iamais la terre a porté des Geans, qui, comme a creu l'ancienneté fabuleuse, ont assailli les cieux, & conspiré contre la Majesté diuine : il semble bien que ce ayent esté ceux, qui romps le lien

commun des loix par leur desobeïssance & impieté, ont confondu, desordonné, & renuersé sans dessus dessous toutes choses.

Vostre Majesté donques, SIRE, acceptera maintenant, s'il luy plaist, ce public tesmoignage que nous vous donnons d'une tres-humble obeïssance & fidele seruitude, de laquelle nous pretendons ne nous departir iamais. Et puis qu'il vo⁹ plaist, pour ouurir le chemin à vne bonne restauration de vostre estat, nous donner la liberté de remonstrier les choses qui nous greuent: nous estimerions faire grand tort au debuoir que nous auons à Dieu, à vostre seruice, au biē & vtilité de nostre patrie, à l'expectation de ceux qui nous ont enuoyez, & à ceste singuliere & bonne volonté que vous avez enuers

nous, si palliant les affaires nous vous
dissimulions nos maux, nos pertes,
& nos calamitez. Car puis que par les
loix ciuiles celuy est tenu coupable
de crime de leze Majesté, qui ayant
entendu quelque entreprinse ou cō-
spiration au dommage du Prince, ne
la reuele, ne serions nous pas iuste-
ment reputez pour traistres, si estans
appelez sous l'auctorité de vostre
Majesté pour luy declairer les cau-
ses du mal commun, nous vous
cachions ou dissimulions la verité
des choses qui meritent reglement?
Et encores que le vieil Prouerbe
nous soit assez cogneu, que le com-
plaire acquiert des amis, & la verité
apporte haine: si est-ce que nous esti-
mons au contraire, que la verité
soubstenue par l'auctorité de vostre
Majesté, aura tant d'efficace, qu'elle

fera prinſe en bonne part de chacun,
 puis qu'elle ſera approuvée de vous.
 Auſſi, SIRE, ſeroit-ce choſe qui ſe-
 roit mal-ſeante à nous, & contraire à
 noſtre vacation, ſi nous attachions
 (comme dit le Prophete) des oreil-
 liers ſoubs les coudes de ceux qui
 faillent, & mettions des couſſins &
 cheuets ſoubs la teſte des pecheurs,
 pour ſeduire les ames & les entretenir
 en leur vice. Et puis que le patient ne
 peut eſtre bien guarý s'il ne declare
 bien apertemēt les cauſes de ſon mal,
 nous vous deſcouvrirons nos playes,
 nous dirons les ſymptomes qui nous
 arriuent, & ne celerons les douleurs
 que nous ſentons, attendant en no-
 ſtre mal, ſecours de vous, comme de
 noſtre medecin ſouuerain. Et obſer-
 uerons toutesfois en ceſte noſtre li-
 berté tout le reſpect que nous de-

uons à vostre Majesté, & la modestie que se doit attendre & esperer de telles gens que nous sommes.

Il y a trois choses qui maintiennent l'estat de toutes les Republiques, & de l'exacte obseruation desquelles depend leur heur & felicité: comme au contraire leur corruption est vn presage euident & manifeste de leur prochaine ruine. La premiere est la religion, la seconde la police, tant ciuile que militaire: & la troisieme les finances publiques. Et par ce ayant traitté les poincts generaux qui appartiennent à ces trois, & remettât ce qui sera de particulier au cayer de nos remonstrances, il semblera que nous aurons jetté vn ferme fondement pour ce qui merite reformation en l'estat de ceste Monarchie, qui a esté desreiglée en tous ces ordres, par

la licence que le malheur du temps a apporté, sous la longueur des intestines guerres & partialitez civiles.

J'ay mis la Religion en premier lieu, pour ce que le premier accord des peuples laissant la vie barbare & rustique pour s'assembler en la société civile, a esté d'avoir un lieu de religion, pour les contenir ensemble. De sorte que, comme dit Plutarque, si nous recherchons curieusement toutes les contrées du monde, & la memoire de toutes les anciennes & modernes Republiques, nous trouverons bien que quelques vnes se sont passées de Roys, les autres de loix, les autres de lettres, de murailles, de maisons & richesses, & ainsi de toutes autres choses, qui semblent estre necessaires à une communauté politique: mais il ne s'en trouvera ja-
mais

mais aucune qui n'aye eu vne certaine religion pour honorer Dieu. Et seroit, dit-il, plus aisé de bastir vne ville sans fons ou sans terre, que d'assembler vn peuple sans religion. Et pource voyons nous, que tous les anciens legistateurs, encores qu'ils fussent Idolatres, ont commencé leurs institutions & ordonnances par vn tel quel hõneur de Dieu, & ceremonie exterieure de la religion : comme Deucalion aux Grecs, Lycurgue aux Lacedemoniens, Yon & Solon aux Atheniens, Romulus & Numa, aux Romains. Et brief en toutes les Seigneuries du monde, le premier fondement de l'estat de la societé ciuile, a esté vne religion inuiolablement obseruée. Et de là viét que tous ceux qui se sont meslez du maniement des affaires publics, n'ont iamais rien tant

craint, qu'un desordre en leur religion, ou quelque nouveauté en icelle. Cognoissant bien que la religion (qui est celle qui retient la société publique, & est le fondement de toutes les loix) ne pouuoit estre troublée ou changée, que par une sinistre consequence, elle n'apportast un grand changement & redoutable perturbation en tout l'estat. Et non sans cause ce grand Orateur Romain disoit, qu'estant la religion alterée, il s'en ensuyuoit necessairement la perte de la fidelité entre les hommes, & une confusion desordonnée de la vie civile. Dequoy nous trouuerons assez d'exemples en toutes les Republiques bien instituées. Et si nous voulons rechercher combien les Atheniens, qui ont esté celebres entre tous les autres Grecs,

pour leur sage gouvernement , ont eu chere la conseruation de leur religion , le seul exemple de Socrates nous fera veoir en quel horreur ils auoient l'introduction d'une nouvelle religion. Car ses ennemis , qui ne cherchoient sinon que calomnieusement le faire mourir , ne peuvent trouuer vn crime plus detestable , ny par lequel ils le peussent rendre plus odieux , que l'accusant qu'il introduisoit vne autre religion , que celle que les Atheniens auoient de tout temps obseruée. Comme aussi nous voyons que Xenophon & Platon , defendans sa cause , se sont plus arrestez à le purger de ceste accusation , que de nulle aultre , qui luy fut imposée. Et Isocrates , Orateur renommé entre les Grecs , escriuant

l'institution d'un Prince, l'exhorte de ne changer la religion de ses predecesseurs, pour les troubles & remuemens qui en peuuent aduenir. Et dès le premier establisement de la Republique Romaine, entre les premieres loix de Romulus, ceste icy en estoit vne, *Deos peregrinos ne colunto*. Et Numa second Roy, voulant reigler la religion des Romains, crea des Pontifes, affin, comme dit Tite Liue, qu'ils eussent l'œil, qu'il ne se troublast quelque chose en leur droict diuin, par introduction de nouuelles & estrâgieres ceremonies, au mespris de la religion ancienne. Et apres que ~~Jul~~⁷² ~~les Cæsar~~ fut demeuré vainqueur de tout l'Empire Romain, voulant cōsulter avec ses particuliers amys, des moyens de la reformation de la Republique, fut conseillé par Meccœnas

celebre Senateur , de ne permettre
 iamais aucun changement en la reli-
 gion , comme estant cela vn moyen
 fort propre pour introduire choses
 nouuelles & troubler vn estat. Assez
 d'autres pareils exēples se pourroient
 trouuer en l'anciēneté, lesquels i'ob-
 mettray, pour ne perdre dauantage
 de temps en chose si claire. Mais si les
 anciens idolatres incertains de ce que
 ils debuoiēt croire, & n'ayans autre
 cognoissance de Dieu, que celle que
 la nature parmy les tenebres & ob-
 scuritez de la raison humaine, leur fai-
 soit veoir, sans aucune scintille ou lu-
 miere de la diuine grace, ont esté si
 soigneux & opiniatremēt curieux
 de maintenir leur religion absurde &
 ridicule : combien à plus forte raison
 nous Chrestiens, qui auons la certitu-
 de de nostre creance par l'inspiration

du sainct Esprit , par la propre bouche de Dieu , par la presence humaine de son cher Fils , par la doctrine de sa parolle , par les miracles de sa vie , par sa mort & passion , par le sang de tant de martyrs , par le sçauoir de tant de doctes personnages , & par la succession continuelle de l'Eglise , combien dis-je , debuons nous estre affectionnez à soustenir ceste nostre religion , de laquelle nous auons tant d'asseurez & suffisans tesmoignages ? Combien debuons nous defendre ardemment ceste foy que nous auõs approuuée de si long temps : & combien debuons nous auoir en horreur de veoir vn autre croyãce de Dieu, que celle , par laquelle nous sommes appelez à I E S V S C H R I S T , regenez par son Baptisme , & nourris & alliez avec-

ques luy par ses saincts Sacremens?
Car si ceste resolution de conseruer
inuiolable la religion, a esté commu-
ne à toutes les nations du monde,
combien est elle plus propre & plus
particuliere à nous Chrestiens, qui ne
retenons pas nostre religion seule-
ment pour la conseruation de ceste
societé ciuile, mais en attédons selon
nos œuures & actions vne certaine
& eternelle après ceste vie? Et auons
tât d'asseurance de nostre foy, & som-
mes enseignez par icelle, que si vn
Ange du ciel venoit pour nous infi-
nuer vne aultre doctrine, que celle
que nous receuons par la tradition
Apostolique, que nous ne luy pre-
stions aucune foy ou audience. Qu'il
nous vienne en memoire ce qui est
commandé si exactement en la loy
de Dieu, que si nostre frere, nostre

fils, nostre ami, & celuy que nous ay-
 mons comme nous mesmes, voire
 nostre propre femme, nous veult at-
 tirer à vne religion aultre que celle du
 Dieu viuant, que nous ne l'escoutiõs
 point, mais soyons seueres & rigou-
 reux à les chastier. Comme donques
 assemblez en la societé ciuile nous
 debuõs maintenir premieremēt no-
 stre religion : mais comme Chrestieñs
 nous y auons vn debuoir plus parti-
 culier, tant pour l'asseurâce que nous
 en auons, que par le commãdement
 exprés fortý de la bouche de Dieu.
 Mais avec tout cela, comme bons &
 naturels François, nous y auons vn
 autre debuoir qui nous y astraint oul-
 tre ces precedentes obligations.

La France a esté celle, qui depuis a-
 uoir receu publiquemēt la foy chre-
 stienne sous Clouis, l'a tousiours
 gardée

gardée immuable & inuiolable d'vn
 meſme cours. La France n'a iamais
 admis dedans ſon ſein, les peruerſes
 opinions de la foy. La France, tandis
 que tout le reſte de la Chreſtienté
 eſtoit agitée, par les pernicieuſes di-
 uiſions de tât de diuerſes ſortes d'hé-
 reſies, qui ont regné iuſques à main-
 tenant, a touſiours demeuré vnice &
 conſtante, ſans ſe laiſſer aller à aucune
 faulſe doctrine. La France a eſté le ſe-
 cours & la defence de la foy Chreſtié-
 ne, & la terreur des ennemis d'icelle.
 La France en ſomme a touſiours eſté
 cōme vn rocher ou fort inexpugna-
 ble de la Chreſtienté. Et combien ſe-
 roit elle deſcheuë maintenant de ſon
 ancien honneur, combien auroit elle
 perdu de ſa réputatiō, combien mā-
 queroit elle de ſa premiere fidelité
 enuers Dieu, ſi changeant ſa fermeté

& constance au faict de la foy, elle vi-
 uoit longuement ainsi diuifée, & en-
 duroit deuant ses yeux iadis si jaloux
 de l'vnion de la croyance Chrestien-
 ne, vne liberté, mais plustost licence
 intolerable de viure souz diuerses re-
 ligions? Et pource, SIRE, vostreshū-
 bles & tresobeïssans subiects, les gés
 de l'ordre Ecclesiastique, estiment
 que vostre Majesté prendra en bon-
 ne part, suyuant le zele & affection
 singuliere qu'elle a tousiours mon-
 stré enuers la foy Catholique, ceste
 treshumble requeste qu'ils vous fōt,
 de vouloir maintenir vn seul exercice
 de religion en vostre Royaume, en
 chassant promptemēt tous Ministres
 qui en enseignent vn autre, que celle
 que vous sçauiez estre la vraye, Ca-
 tholique, Apostolique, & Romaine.
 En quoy ils ne doubrent point que

vostre Majesté ne soit disposée d'un
 sainct & treschrestien desir, veu que
 l'honneur de Dieu, qui vous est si
 cher, & qui a esté si licentieusement
 par le passé foulé aux pieds en ce
 Royaume, vo⁹ y incite: & que la cha-
 rité que vous avez enuers ce peuple
 cōmis soubz vostre Empire, & que
 vo⁹ ayez tāt, vous y appelle, & que
 la reputation & estime de vous & de
 vostre courōne iadis si florissāte, vo⁹
 y pousse assez ardemment. Car vostre
 Majesté recherchant la memoire des
 choses passées, recognoistra assez,
 que tant que la France a esté vnīe
 soubz vne mesme religion Chre-
 stienne, elle a faict voler sa gloire
 & renommée par toutes les contrées
 du monde: elle a faict sentir la valeur
 de ses armes par tous les coins de la
 terre: elle a tousiours esté victorieu-

se sur tous les ennemys de la religion catholique, & a fait tât d'actes heroïques & d'heureuses conquestes contre les infidelles, qu'elle s'est acquise vne telle gloire entre les Asiens, Affricains, Indiës, Perses, Tartares, Mores, Sarazins & autres, que tous les Chrestiens qui sont en l'Europe, sont par eux nommez François. Car pour n'auoir ces nations estrangieres senty les armes d'autres Chrestiens que des François, ils ont aussi compris soubz le nom honorable de France & des François, toute la Chrestienté Latine.

Mais depuis que la France a esté diuisée & deschirée en deux diuerses religions, voyons combien elle a perdu de son ancienne renommée. Celle qui commandoit à vne grande partie de l'Europe, qui conquessoit les

Royaumes loingtains, & qui faisoit de son seul nom trembler les nations les plus belliqueuses, s'est veüe depuis ceste malheureuse & infortunée diuision reduitte à telle extremité, qu'au milieu de son sein elle a receu les armes estrangieres: elle à quasi pris la loy de ses voisins & de ses ennemis: & cruelle, tournant son glaiue contre ses propres entrailles, bien qu'elle fut inuincible à toutes les autres nations, s'est abatue, vaincue, & ruinée elle mesme. Et cela est le fruct qu'a produit ceste venimeuse plante de nouvelle opinion, qui semble bien estre proche de pousser encores des reiettons plus dangereux, si suyuant l'expectation que vostre peuple obeïssant conçoit de vostre prudence & pieté, il ne vous plaist d'y pourueoir promptement.

Souuienne vous, S I R E, que vous portez en main le sceptre de ce grand Roy Clouis, qui premier regla ceste Monarchie sous la profession publique de ceste religion, laquelle est maintenant remise en doubte en ce Royaume. Souuiéne vous que vous estes successeur de ce grand Childenberg, qui ne pouuant patir à l'entour de foy ceux qui sentoient mal de la religion Chrestienne, entreprit la guerre contre les Visigots, qui s'estoient laissez infecter de l'heresie Arrienne, & en fin les contraignit de reuenir en l'vnion de l'Eglise sainte & Catholique. Souuienne vous que vous portez sur la teste la couronne de ce Charles, qui pour la grãdeur & valeur de ses faiçts a merité le furnom de Grand, & par la vertu de ses armes auança la religion Chrestienne,

& defendit l'auctorité du saint sie-
 ge Apostolic contre ceulx qui le
 persecutoient. Souuienne vous que
 vous tenez la place de ce celebre Phi-
 lippe Auguste, qui avec tant de zele
 & affection, employa ses armes con-
 tre les Albigeois heretiques, qui s'e-
 stoient sequestrez de l'vnion catho-
 lique. Souuienne vous que vous seez
 au siege de ce tant renommé saint
 Loys, lequel n'espargna ses moyens,
 ses forces, & sa propre personne, pour
 la defense & propagation de la foy
 de Iesus Christ, & par ses Chrestien-
 nes actions, merita la courõne & sur-
 nom de Saint. Et sans m'amuser da-
 uantage à les raconter tous, souuiën-
 ne vous que vous estes petit fils de ce
 grand Roy François, lumiere de la
 pieté de France, fils de ce victorieux
 Héry, la memoire duquel viura eter-

nellemēt, & frere de ces deux catho-
 liques Princes, François second, &
 Charles neufiesme, à qui Dieu face
 paix. Mais encores qui vous touche
 de plus près, souuienne vous, SIRE,
 souuienne vous que vous estes ce re-
 nommé Henry, qui estant encores
 Duc d'Anjou, & frere de Roy, auez
 eu la defense de l'Eglise, fait de si va-
 leureux actes, gaigné tant de grandes
 batailles, & tant de fois dompté les
 ennemis de la foy catholique, que
 vous auez remply toute la Chrestien-
 té des merueilles de vostre nom vi-
 ctorieux. Et nous pésons biē, SIRE,
 que vostre Majesté n'a point si tost
 mis en oubly, ce grand & solemnel
 serment qu'elle a faict à son Sacre, nō
 seulement de maintenir la Religion
 Chrestienne & Catholique, mais en-
 cores de l'auancer à son pouuoir, sans
 en

en tolerer aucune autre. Et si iamais aucun serment a peu obliger vn Prince à maintenir & garder sa foy, cestuy cy vous astraint si estroittement à la defense de ceste religion, que vous ne pouuez en endurer aucune autre, sans faire force à vostre cōscience, & mettre par aduenture en doubte le droict que vous auez à la Courōne. Car vous sçauiez bien que vous auez stipulé & contracté avec Iesus Christ, que vous acceptiez le sceptre à ceste condition, d'estre defenseur de la religion Catholique: voire qu'en ce solemnel iuremēt vous auez prins pour erre & pour gage son precieux corps & son precieux sang. Et manquant maintenant à ceste foy si religieusement iuree, ne pensez vous point qu'il doie s'irriter à l'encontre de vous? ne cognoissez vous point, que tous les maux que nous auons enduré, prennēt leur ori-

gine de son iuste courroux ? Et ne voyez vous pas , que vous ayant donné ce sceptre avecques telles conditions , il vous menace de le vous arracher des mains , si vous ne luy tenez ceste promesse que vous luy avez faite si solemnellement ? Et tout ainsi cōme Dieu vous semōd à l'obseruation de la foy que vous luy avez donnée : vos subiects par icelle mesme vo⁹ coniurent à leur garder les cōditions , avec lesquelles vo⁹ estes fait leur Roy : & que vous ne pouuez enfreindre , rompant vostre iuremēt , que vous ne perdiez aussi le tiltre que vous portez de treschrestien . Et nous ne faisons point de doubte , que remettant ces choses deuant vos yeux , que reueillant la memoire de vos predecesseurs , & continuant vostre premiere prudence & vertu , vous n'ayez ce bon heur de veoir en vos iours tout vostre

peuple reduit à la bergerie de l'Eglise
saincte & catholique, de laquelle vo²
estes comme pere & protecteur.

Par ce moyen ces grans Roys de
Ierusalem Daud, Salomon, Abia, Io-
saphat, Ezechias, Iosias, se sont acquis
la benediction de Dieu, & vn succès
fauorable en tous leurs affaires, pour
auoir avecques tant de diligence re-
mis la pureté de la religion, & restau-
ré le seruice diuin qui estoit depraué.
Et nous esperons aussi, que suyuant
leurs traces & vestiges, vous reünirez
toute la France en la religion Catholi-
que. Et pour la recompense de vostre
sainct desir, aurez ceste benediction
de Dieu, de veoir en vos iours vostre
Royaume aussi florissant qu'il fut on-
ques. Et comme cela sera fort agrea-
ble deuant Dieu, aussi sera-il grande-
ment honorable à vous & à vostre
Couronne. Ce que vous cognoistrez

assez, si vous cōsiderez, qu'il n'y a au-
 iourd'huy Roy, Prince, Potentat ou
 Republique (i'en excepte quelques
 peuples Barbares & le Turc, les dete-
 stables mœurs & coustumes duquel
 nous doiuent estre si odieuses, que le
 seul nom nous en doit faire horreur)
 qui permette à ses subiects de viure
 en autre religion, que celle que le Ma-
 gistrat par la decision de l'Eglise, tiët
 pour seule, bõne & vnique. Et ne sont
 certes dignes d'estre entendus ceux
 qui veulent tellement restraindre la
 puissance du Prince ou du Magistrat,
 qu'il ne puisse cōtraindre ses subiects
 à la foy, mais les doiuent laisser viure
 en liberté (comme ils disent) de con-
 science. Car ceste opinion a tousiours
 esté condemnee & reprouuee gene-
 ralemēt de tous les Chrestiens, sinon
 par les Manicheens & Donatistes, qui
 defendoient, qu'il ne falloir presser

personne pour sa religion, mais laisser
 chacun en sa liberté & fâtaſie. Et ceux
 là meſmes aujourdhuy qui arrachent
 de vous comme par force ceſte liber-
 té de leur religion, ne la permettent
 aux autres. Car és lieux de la Chreſtiē-
 té où Dieu a permis qu'ils ſoient les
 maiſtres, & ayent la puiſſance en la
 main, tant s'en fault qu'ils accordent
 à ceux qui ſont Catholiques de viure
 librement en leur religion: qu'au con-
 traire les ſectes diuerſes qui ſont en-
 tr'eux (car deſia ils ſont bendez, &
 diuiſez, ſigne euident de leur pro-
 chaine ruine) ne ſe peuuent compatir
 l'vne l'autre. Et là où le Caluinifte eſt
 le maiſtre, le Lutherien n'oſe viure li-
 brement: voire meſme que quand ils
 changent de Magiſtrats de diuerſes
 opinions, la religion change ſuyuant
 ſa volonté: comme lon a veu aſſez de
 ces mutations en Angleterre & en

beaucoup de lieux en Alemaigne. Et
 quoy, feroit-ce pas vne honte & ver-
 goigne trop grande au bon Chrestien
 & fidele Catholique, s'il estoit moins
 affectiōné à sa religion, qui est aprou-
 uée par vne si longue & continuelle
 succession, que ces nouueaux Chre-
 stiens à leurs opinions si recentes, qui
 sont nées comme en vne nuit? C'est
 donc vne maxime generalement cer-
 taine & aprouuée de l'Eglise par tou-
 tes les Republiques, que le Magistrat
 doit & peut cōtenir son peuple soubs
 vne mesme foy: comme il se monstre
 assez par tant de belles loix & consti-
 tutions des Chrestiens & catholiques
 Empereurs, cōme Constantin, Theo-
 doze, Valentinian, Martian, & d'au-
 tres, & tāt de belles ordōnances esta-
 blies par les Roys vos predecesseurs.

Mais parce que non seulement ceux
 qui se sont sequestrez & desunis de la

bergerie de l'Eglise, ont abusé & seduit beaucoup de peuples, sous le pretexte de la corruption qui estoit entre les Ecclesiastiques, & des abus qui sont coulez parmy eux: mais encores ceux qui sont demeurez sous l'obeissance de la foy catholique, deplorent infinimēt le desordre qu'ils y cognoissent. Nous dirons & confesserons librement avec eulx, que nous n'en portons point moins de regret, voire en sentons vn desplaisir incroyable: mais nous adiouterons bien aussi, que la licence de nos malheurs passez a beaucoup deterioré le mal, & empesché iusques icy le sainct desir que les gens de bien ont eu, de restaurer la discipline Ecclesiastique, & faire vne reformation generale de tout ce qui estoit corrompu en icelle. Et avec ceste commodité que les Ecclesiastiques ont eüe en ceste as-

semblee de conferer ensemble, ils esperent sous vostre auctorité executer vne reformation si canonique, que Dieu en demeurera louié, vostre Majesté contente, & vostre peuple satisfait. Et pour leur en donner le moyen, ils vous supplient treshumblement vouloir faire publier & autoriser en vostre Royaume, suyuant la priere qu'ils vous en font plus particuliere par leurs remonstrances, le saint & sacré Concile de Trente, lequel par l'aduis de tant de doctes personnages, a exactement recherché tout ce qui est necessaire pour remettre l'Eglise en sa premiere splendeur. En quoy, SIRE, ils esperent & attendent de vous, comme d'un Roy treschrestien & tresaffectionné à l'Eglise de Dieu, l'assistance de vostre auctorité, pour l'execution de ceste reformation. Et pource que le premier point

poinct en est, que l'Eglise soit pour-
 ueuë de bons & diligens Pasteurs, &
 qui par la vertu de leur doctrine &
 exemple de leur pieté & intégrité,
 puissent redresser ce qui est tombé,
 r'asseurer ce qui est esbranlé, & esclai-
 rer ce qui est obscurcy : ceux de l'or-
 dre Ecclesiastique vous suppliét tres-
 humblemēt, qu'il vous plaise remet-
 tre l'ancienne forme & maniere de
 l'election aux Prelatures de l'Eglise,
 suyuāt les saincts Canons & Decrets.
 Qui sera le moyen pour faire, que la
 porte pour entrer aux Prelatures Ec-
 clesiastiques, ne soit plus comme elle
 a esté iusques icy, si apertemēt ouuer-
 te à la faueur, ambition, & symonie,
 que lon a veu y regner, avec vne licē-
 ce si effreneë, que le commerce & tra-
 fic en estoit pareil, & pire paraduen-
 ture, que des biens temporels mes-
 mes. Ce qui a procedé de ce que la

pluspart des biens destineez pour le
 seruice de Dieu, sont tenus & princi-
 palement occupez ou manifestemēt
 par personnes laiz & non Ecclesiasti-
 ques, ou indirectemēt par certains cō-
 fidēs, qui ne sont gueres differēs d'eux,
 au grand scandale & preiudice de la
 religion & Eglise catholique. Nous
 lisons aux histoires Françoises, que
 du temps de Loys sixiesme, surnom-
 mé le Gros, les gentils-hommes s'e-
 stoient donnez telle liberté, qu'ils oc-
 cupoient non seulement partie des
 biēs Ecclesiastiques, comme le Com-
 te de Clermont les biēs de cest Eues-
 ché, le Seigneur de Rouffy les ter-
 res de l'Eglise de Rheims & de Laon,
 le Seigneur de Meung, celles de l'E-
 uesché d'Orleans. Mais encores s'at-
 tribuoient le tiltre des Prelatures, cō-
 me le Seigneur de Beaujeu, l'Abbaye
 de Sauigny en Lyonnois, & d'autres

l'Abbaye de saint Denys en France . Mais ce bon Roy ne pouuant endurer ce desordre en l'Eglise, print les armes contr'eux , & vertueusement les contraignit de remettre les Eglises en leurs biens , libertez & franchises , cognoissant bien que ceste confusion traineroit apres soy vne infinité d'autres desbordemens en l'Eglise. Ainsi esperons-nous, SIRE, que suyuant l'exemple de ce bon Roy vostre predecesseur, vostre Majesté laissera les Prelatures de l'Eglise , & leur election entre les mains des personnes de ceste vacation : & empeschera que les laiz ne les possèdent & detiennent en tout ou en partie, directement ou indirectement. Et pour cest effect reuoquera dès à present tous dons, promesses, & reserues, vraye corruption de toute la discipline de l'Eglise.

Et si nous auons ce bon heur, lequel tout vostre peuple attend de vostre pieté, que les dignitez Ecclesiastiques soient distribuees selon l'intégrité de la vie, & la sincerité de la doctrine: nous ne faisons point de doute de veoir en bref l'effect d'une salutaire reformation. Côme au contraire sans cela il seroit impossible de faire aucun bon fondement pour restablir la discipline Ecclesiastique. Et sçauons toutesfois, que de là seul dépend le principal moyen de la reünion de tous vos subiects, sous l'obeissance de la religiõ catholique. Car quãd les Prelats residans en leur charge, & vueillans sur leurs troupeaux (& tels seront-ils quand par la vertu ils aurõt esté appelez & esleus) auront l'œil à faire cathechiser la ieunesse, & instruire les ignorãs, & leur declaireront les approbations & raisons des sainctes

ordonnances de l'Eglise: il n'y a point de doute, qu'en bien peu de temps nous n'en voyons vn tel fruit, que les Catholiques les embrasserōt beaucoup plus deuotieusement: & les desuoyez admirans la sagesse & prudence de l'Eglise sainte, guidée en tout & par tout par le saint Esprit, se rendirōt peu à peu sous son obeissance. Et par tels moyens les plus grandes & dangereuses heresies ont esté plus que par les armes, extirpées & estaintes. Et par l'effect de ceste sainte reformation, sous vostre auctorité, nous esperons de veoir en brief ceste pernitieuse erreur, qui a troublé tout ce Royaume, s'en aller & s'euanouir en vapeur & fumée.

Mais nous auons iusques icy assez amplement parlé de ce qui appartient à la generalité du faict de la Religion, qui est le premier fondement de l'e-

stat. Remettant donques les poinçts particuliers à ce qui est porté par le cayer de nos remonstrances, nous discourrons vn peu de la police, qui est le second poinçt que nous auõs promis & proposé de traiter. Ce que nous ferons le plus briefuement qu'il nous sera possible, & d'autant plus hardiment que nous voyons, qu'avec tant d'attention, il plaist à vostre Majesté nous entendre.

Tous ceux qui ont escrit de l'institution politique, ont estimé que la tranquillité commune & le repos public, estoit l'vn des buts & fins principaux de la société ciuile. Comme à la verité les Seigneuries vnies ont prospéré & fleury: & discordantes, elles ont esté malheureusemēt deschirees. Et pource disent les Philosophes, que le premier office d'vn Roy, est de maintenir ses subiects en cōcorde. Et

en cela, SIRE, avec tāt d'autres vertus qui reluisent en vous, nous cognoissons cōbien vous exercez l'office d'un bon & equitable Roy ayant fait veoir cy deuant à chacun, encores que vous soyiez de vostre nature belliqueux, combien vous estes desirieux de la paix, que vous auez si cheremēt acheptee. Et recherchāt maintenant avec vos fideles subiects les plus seurs moyens pour conseruer en repos vostre Royaume, qui semble en auoir bon besoin.

Il y a tantost quatorze ou quinze ans que nous auons veu faire la guerre inhumaine & cruelle les vns aux autres, gēs de mesme nation, de mesmes prouinces, de mesmes citez, pere contre fils, frere contre frere, parent contre parent: tous subiects d'un mesme Roy, honorans mesmes armes & enseignes de fleurs de lis. Et

toutesfois nous sommes si aveuglez,
 que nous ne recognoissons point que
 Iesus Christ, qui est la vérité mesme,
 & qui iamaïs ne peult mentir, nous a
 asseuré, que tout Royaume diuisé en
 foy sera desolé. Et qui est-ce qui ne
 voit & ne sent desia le fleau de ceste
 desolation? Nos champs au parauant
 fertiles sont laissez en friche, les super-
 bes & riches maisons demeurent de-
 fertes & abandonnées, les villes iadis
 celebres & opulêtes restent desolées,
 par la perte de tous leurs anciës orne-
 mens des edifices tant priuez que pu-
 blics: & qui pis est, les prouinces sont
 distraittes & cōme cantōnées par vne
 discorde trespernicieuse. Saluste histo-
 rien tresrenōmé, predict long tēps au
 parauant, que la ruine de Rome n'ad-
 uiendroit iamaïs, que par vne diui-
 sion entre les citoyens d'icelle. Puis
 qu'il est ainsi, dit-il, que toutes choses
 qui

qui ont commencement prendront
aussi fin , lors que la ruine de la Repu-
que Romaine approchera, les citoyés
combattront contre les citoyens. Car
autrement tout le mōde ensemble ne
pourroit esbrâler cest Empire. Et cer-
tes sa preuoyance ne fut point vaine,
car ceste Seigneurie qui auoit fleury
par la bonne intelligēce qui estoit en-
tre les citoyens , se perdit & ruina par
les diuisions d'vn Sylla, Marius, Cæsar,
Pompée, Antonius, Lepidus & Augu-
ste: lesquels, au danger de leur patrie,
suyuoient la vengeance de leurs fa-
ctions & haines particulieres. Et non
seulement l'Empire Romain, par sem-
blables partialitez s'est veu descheoir
de sa premiere grandeur, mais encores
toutes les plus fortes Republiques du
monde, par semblables diuisions ont
esté miserablement ruinées. L'Empire
d'Alexandre , le plus grand qui eust

point esté, s'euanoüit comme vn feu d'estoupe par la diuision & desordre qui fut entre ses successeurs. Les villes de la Grece, qui autremét estoient inuincibles, par leur mauuaise intelligēce vindrēt soubs le pouuoir, partie des Macedoniens, & partie des Perses. La Gaule tant de fois assaillie par les Romains, ne peust estre subiuguée, que par le moyen de la diuision que Cæsar y trouua, de la commodité de laquelle il se seruit pour sa cōqueste. L'Empire de Constantinople par les partialitez des Princes est venu soubs le pouuoir tyrānic & miserable d'vn Ethnie & barbare Turc. Ces exemples ioincts avec ceste belle preuoyāce de Saluste, ne nous font ils pas veoir à l'œil, que si nous n'y remedions, ce beau & florissant Royaume, autresfois agrandy par la concorde & obeissance de nos ancestres, est prest de tomber en vne grande desolation & misere par nos

factions & partialitez ? Et qui pis est, nous ne nous contentons pas de des-mesler nos querelles nous-mesmes, mais encores lon va iusques en Angle-terre & Alemaigne chercher les armes estrangieres, voulant, ce semble, leur dresser vn chemin pour nous mettre soubz leur miserable seruitude. Et ne considerons pas que la calamité la plus notable que soit iamais aduenue aux Republiques diuifées, a esté quand les citoyës partiaux ont appellé les estrā-giers à leur ayde, qui souuent ayans retenu ce chemin, s'en sont puis après faiçts les maistres.

Lors que la Gaule estoit encores diuifée en diuerfes Seigneuries, les Sequanois appellerēt les Germains à leur secours, & par leur ayde destruisirent quasi ceste belle ville des Autunnois. Mais la victoire fut plus perniciouse aux vainqueurs qu'aux vaincus. Car ils furēt cōtraints de bailler quasi la moi-

tié de leurs terres aux Germains, qui les auoiét secourus: lesquels à la lōgue chasserēt tous les originaires du pays, & se firent seigneurs quasi de toute la Gaule. L'Empire Romain ne receut iamais tant de dommage, que par les Lombards, qui furent premierement attirez par Narsés pour chasser les Gots hors d'Italie. Et depuis ayans esté rappelés par luy mesme, pour le mescontentement qu'il auoit des iniures qu'il auoit receuës de l'Imperatrice Sophie, mirent en proye & pillage toute l'Italie: si biē qu'il fallut derechef faire venir les François, lesquels ayans retenu le chemin, y ont fait depuis cōme les autres, de grandes & heureuses conquestes.

Mais pourquoy cherchons nous des exemples estrāgiers, veu que nous en auons de domestiques? Les seditiōs & guerres d'Orleans & de Bourgon-

gne nous appellerent les Anglois en France, qui par ce moyen y prindrent si grand pied, qu'ils en possederent longuement apres vne grande partie. Les François donques , qui pour fortifier leur part, inuitent les estrangers, ne semble-il pas qu'ils cherchent le chemin le plus court , pour perdre leur pays, par les mesmes moyens qui ont ruiné les estats des plus florissantes Republiques ? Tels sont donques nos maux, telles sont nos miseres.

Mais voyons maintenant s'il y auroit point de moyen pour arrester ce cours continuel de nos malheurs. Plutarque, en son liure des maniemés des affaires publiques, amene à ce propos vne belle sentence , & qui semble donner vn fort bon enseignement. Quand, dit-il, le feu se met en vne ville , le plus souuent il ne commence pas par vn temple , par vn palais , ou par autre

lieu public , mais se couue & se recele
 dans le recoin de quelque maison pri-
 uée, & de là se glissant & coulant bien
 auant dās la ville, la gaste & difforme,
 avec vn dommage irreparable. Aussi,
 dit-il, il aduiant souuent , que les sedi-
 tions ne préneent pas leur commence-
 ment des negoces publiques, mais par
 les offenses particulieres de quelques
 personnes notables , qui se fortifiās de
 quelques factiōs & pars en la Republi-
 ques, esbrālent biē souuēt tout l'estat.
 Et il confirme cela par l'exemple de
 deux grandes seditions aduenues en
 Delphes & en Siracuze , pour de bien
 legieres contentions entre quelques
 particuliers : & toutesfois de si petite
 cause , sortit vne grande ruine en ces
 deux villes. Et si nous recherchons les
 exēples modernes de cela , nous trou-
 uons que du temps del'Empereur Iu-
 stiniā, pour maintenir des couleurs de

bleu & de verd seulement, il s'esmeut
vne telle seditiō en la ville de Constā-
tinople entre quelques gens partiaux,
qu'il y mourut en vn iour plus de
trente mil hommes. Et l'Empereur
mesme fut en grand danger de perdre
& son Empire & sa vie. Et ceste gran-
de faction *di bianchi, & di neri*, qui a te-
nu la Republique de Florence en vne
grande sedition, & qui s'espandit de-
puis par toute l'Italie, commença par
vne bien legiere occasiō entre les per-
sonnes priuées. Et partāt semble estre
fort bon le conseil de Plutarque, qui
entre les plus grands preceptes qu'il
donne à celuy qui gouuerne vn estat,
l'admoneste principalement de ne
laisser croistre les contentions entre les
grands, mais de chercher tous les
moyens pour les estaindre dès le com-
mencement, & euitier que par la con-
sequence elles ne menent après foy

quelque sinistre euenement.

Nous ne voulons pas dire que les querelles particulieres ayēt esté la cause de nos maux, & origine de nos calamitez: mais si voyons nous bien que les inimitiez & factions particulieres, ont longuemēt entretenu nostre malheur. Et s'il n'y eut point eu de pars en ce Royaume, les tumultueux n'eussēt si long temps entretenu les troubles qui nous affligent.

Le plus grand bien donques que vostre Majesté scauroit faire à vostre Royaume pour tenir la paix en son pays, & son peuple en repos, sera de recognoistre toutes les inimitiez, factiōs & mescontentemens qui y sont, & chercher les moyens de les composer, non en apparece seulement, mais par quelque bon effect, contentant ceux, si iustement il se peut, qui se disent mal contents: donnant asseurāce à ceux qui
se

se disent auoir cause de defiance, & reconciliant ceux qui se tiennent pour ennemys. Et semblera estre fort à propos de prendre l'exemple des anciens Atheniens, qui après leurs lōgues inimitiez & seditions, pour chercher vn repos, firēt vne loy, qu'ils appellerent d'amnestie, c'est à dire, d'oubliance: par laquelle ils abolissoiēt entieremēt la memoire de toutes les pertes, calamitez, & iniures passées. Laquelle encores voulurent imiter les Romains, par le conseil de Cicerō, apres les guerres ciuiles. Et sembleroit maintenant fort à propos de la pratiquer, effaçant le souuenir de tout ce qui s'est passé contentieusement entre nous, avec vne abolition generale de toutes les choses qui sont sorties de nos guerres ciuiles, pour n'en estre iamais rien recherché, non plus que si iamais elles n'estoient aduenues. Et cela cōfirmer

en ceste presente assemblée, pour estre chose à iamais inuiolable. Et puis ayāt ainsi doucemēt ordonné pour le passé, vostre Majesté sera treshumblemēt suppliée de faire pour l'aduenir, vne loy generale du consentement des estats, & qui aura mesme autorité que la Salique : par laquelle sera defendu tref-expressēmēt à toutes sortes & manieres de gēs, de dresser aucunes pars, associations, ou ligues, de traiter des affaires du Royaume avec les estrangiers, les solliciter de venir en Frâce, ou faire leuée de gens, soient estrangiers, soient François, sans le consentement & exprés commandement de vostre Majesté. Et que toutes personnes qui directement ou indirectement aurōt contreuenü à ladicte ordonnance, soient tenus pour rebelles, ennemys du pays, & perturbateurs de l'estat: que leurs biens soient inseparable-

ment ioints & vnis à la couronne, & eux incapables de toutes dignitez & honneurs. Car puisque & le mal que nous auons senty iusques à maintenant, nous monstre combien de dōmage ont apporté telles ligues & factions, & que l'exemple de tāt de Republicques ruinées par semblables partialitez, & par l'introduction des armes estrangieres, nous menacent d'une pareille & prochaine ruine : vos treshumbles, tresobeissās, & tres-fidelles subiects, s'ayderont de tout leur pouuoir pour vous faire obeir, tant en ce poinct, qu'en tout ce qui aura esté par vous arresté en ceste tant belle & notable assemblée. Et s'il y a quelques gens si temeraires qui s'osent opposer à vos ordōnances, Dieu premieremēt combattrā pour vous en si iuste querelle, & vos treshumbles subiects vous y assisteront.

La tranquillité donques publique, l'vnion de vos subiects, la reconcilia-
 tion de toutes inimitiez, l'oubly de
 toutes les choses passées, l'aboliffemēt
 de toutes factiōs tant ciuiles qu'estra-
 gieres, soient le premier fondement
 de la police, sans lequel nous n'estimōs
 rien pouuoir estre ferme & stable. Le
 reste consistera en bonnes & sainctes
 loix, & iustes, & feuēres Magistrats. Et
 de l'vn & de l'autre nous parlerons en
 termes generaux, remettāt les poincts
 & articles particuliers à ces cayers de
 nostre remonstrance.

Et pour dire des loix premiere-
 ment: si iamais Royaume Chrestien
 s'est peu donner louange d'estre heu-
 reux en bonnes institutions & ordon-
 nances, la France plus que nul autre
 peut estre glorieuse de ceste belle
 louāge. Car si nous regardōs & la pre-
 miere & ancienne institution de son

estat, & son succez & progresz, nous trouuerrons qu'elle ne cede en cela à quelque autre Monarchie. Ce que nous pouuons iuger tant par ce que il n'y a poinct aucun qui puisse appartenir à la conseruation commune, ou aux faiçts particuliers concernans chacun, à quoy il ne se trouue que les Roys par leur sage conseil, n'ayēt prudemment ordonné: comme d'autant que quasi toutes les nations nos voisines ont emprunté & desrobé de nous, la pluspart de leurs loix & meilleures ordonnances. Et est bien à considerer la sorte & la maniere de laquelle sont composées nos loix, qui est beaucoup meilleure, plus douce & gratieuse que celle de laquelle ont vsé tous les Roys, Princes, & Potentats de la terre. Car il semble que le peuple François aye seul suyui le precepte ciuil & politique de ce grād Philosophe

Platon, qui vouloit que les loix par
 vne douce persuasiõ incitassent plus-
 tost les subiects, que de les cõtraindre
 par simples & seueres cõmandemens.
 Et lison toutes les loix anciennes des
 Perses, Atheniens, Lacedemoniens,
 Romains, & autres, & fueilletons les
 modernes encores, & nous verrõs que
 tous leurs legislateurs se sont seulemẽt
 contentez d'ordonner telles & telles
 choses absoluẽment, & sans aucune
 raison, ou persuasion de leurs ordon-
 nances. Mais les Roys de France, qui
 commandent à leurs subiects comme
 les peres à leurs enfans, en leurs institu-
 tions semblent plustost vouloir in-
 struire par viues raisons & douces re-
 monstrances leurs peuples, que de les
 cõtraindre par la force de l'obeissance.
 Car par les exordes & preambules, ils
 eclarent les causes & les raisons qui
 les ont esmeus d'ordonner ainsi, affin

que leurs subiects se rendent plus obeiffans pour l'amour de la vertu, & de la raison, qui est le fondemēt principal de la loy. Et si en toutes les plus grādes louanges, dont les anciens ont celebré Antoninus Pius, Prince bon entre les bons, ceste cy en est vne, qu'il n'a iamais rien ordonné, qu'il n'ayetafché de faire trouuer bon par lettres particulieres, par lesquelles il rendoit raison de ses ordonnances. Cōbien doibt estre pour ceste mesme cause honorée entre nous la memoire de nos bons, iustes, & gratieux Roys, qui tous d'un commun accord ont obserué ceste coustume, qui a esté comme singuliere à ce seul Prince tant recōmandé par l'antiquité? Or puis-que avec vne si belle maniere nous trouuons que les ordonnances & loix de Frāce, ont suffisamment pourueu à toutes les choses necessaires à la con-

ſeruation d'un eſtat, l'obſervation de
 ces anciennes loix, à laquelle nous ra-
 menons toutes choſes, ſemble eſtre
 beaucoup plus profitable & vtile, que
 d'en chercher ou compoſer de nou-
 uelles. Car nous ſommes enſeignez
 qu'il n'y a riẽ de plus pernicioeux à vne
 Republique, qu'un trop grãde mul-
 titude de loix. Et tout ainſi comme
 quand vne perſonne eſt griefuement
 malade, il eſt reduit à un tresmauuais
 party, s'il a affaire à un medecin indo-
 cte & imperit, qui redoublât medeci-
 nes ſur medecines, corrompt & altere les
 humeurs par ceſte imprudẽte varieté.
 Ainſi debuons nous croire qu'en un
 eſtat troublé, la multitude de loix ſur
 loix, n'eſt guieres moins dangereuſe,
 que la multiplicité de medicamẽs dãs
 un eſtomac debilité. Et puis que la re-
 formation n'eſt rien autre choſe, que
 leuant les nouuelles introductions &
 abus,

abus, reduire les choses en leur premiere & ancienne forme: avec bõ droit & iuste occasiõ nous auons par nos remonstrances plustost rapellé l'vsage & l'observatiõ des vieilles loix, que nous n'auons esté curieux d'en chercher de nouvelles. Mais parce qu'elles ne seruent de rien, si elles ne sont seueremẽt & rigoureusement obseruées, l'une des principales requestes, que nous auons à faire à vostre Majesté sur ce poinct, sera qu'il luy plaise se redre seuerer en l'observation & entretenemẽt de telles ordõnances. Chose que nous nous promettõs de sa iustice, pour l'assurance qu'il luy a pleu nous en donner en ceste eloquẽte propositiõ, qu'il luy a pleu nous faire en l'ouuerture de ses estats, sous la parolle & serment de Prince: lequel nous vous supplions treshumblement auoir tousiours deuant les yeux, pour en faire vne defense

cōtre ceux, qui par importunité voudroient vous forcer de les transgresser & enfreindre. Car il n'y a rien qui aye iamaïs tāt fait fleurir les Republiques, que la constante obseruation des loix du pays. Et le premier signe que lon peult auoir de la perte d'un estat, est quand lon voit vne licence effrenée & facilité de dispenser des bōnes ordonnāces. Enquoy certes est digne d'estre notée vne belle sentence de Ciceron appartenant à ce propos, laquelle pour y estre fort propre ie reciteray, traduite de mot à mot. Les Republiques, dit-il, qui sont prestes de se perdre, estant toutes choses deplorées, tombent en ceste fin malheureuse, que ceux que les loix condamnent sont restituiez, & les iugemens donnez se voyent rescindez: & quand telles choses aduiennent, personne n'ignore que leur ruine ne soit proche, & aucun ne

se peult donner esperance de salut.

Vostre Majesté donques, SIRE, euitera la ruine de vostre estat, quand elle se rendra non seulement difficile, mais encores inexorable en l'observation des ordonnances si solemnellement faictes, & gardera vne egalité en l'observation d'icelles, sans acception de personnes, puis qu'elles sont faictes pour les grands & pour les petits, pour les riches & pour les pauvres. Car c'est vne chose de tresmauuais & trespernitieux exemple quād les loix sont rendues, comme disoit ce sage Grec, semblables aux tiffus ou toilles d'iraignée, à ttravers desquelles les oiseaux passent aisémēt, & les seules mousches foibles & imbecilles y demeurēt prises & retenues. Soient donques vos loix inuiolables, seueremēt obseruées, non subiectes à dispense, non fauorables aux grands, mais communes &

egales à chacun. Cela s'observera bien heureusement quand vostre peuple sera pourueu de bons Magistrats, qui iugeās sans faueur, sans corruptiō, sans difference du grand avec le petit, tiennent la balance iustement suspendue. Car les bonnes loix ne sont pas seulement inutiles, s'il n'y a de iustes Magistrats pour les faire observer : mais encores aduient-il quelquesfois, que les meilleures ordonnances du monde par le vice des officiers, tournent au dommage de la Republique. Et pource le premier soin que doit auoir vn prince, qui cōme vous desire l'heur & la felicité de la societé publique, est qu'elle soit aornée de grāds & prudēs officiers, qui rigoureusement entretiennent le lien de la Republique par la seuerité de leurs iugemens. Et c'est certes vne chose admirable de veoir combien la France a esté par toute la

Chrestieté celebrée & renommée, pour ceste insigne equité qui estoit obseruée par ses anciens Magistrats.

Il se trouuerra peu de Republiques, ou anciènes ou modernes, qui se puissent donner ceste louange, comme la France, que les Princes estrangiers se soient volontairement soubmis pour leurs differés à ses Iuges & Magistrats. Car nous lisons que l'Empereur Federic submit au iugement du Roy de France & de son Parlement, la decision de plusieurs differens & controuerfes qu'il auoit avec le Pape Innocent quatriesme. Et du temps de Philippe le Bel, le Comte de Namur submit volontairement iugement soubz le Roy & son Parlement, encores qu'il eust pour partie Charles de Valois frere du Roy, tant il auoit de confiance en l'equité de tels iuges. Et de mesme Philippe Prince de Tarëte, biē

qu'estrangier, accepta volôtiers pour iuge le Roy de France feant en son Parlement, sur le differend qu'il auoit avec le Duc de Bourgongne, pour certains fraiz qu'il cōuenoit faire pour le recouurement de l'Empire de Constantinople. De mesme fist le Duc de Lorraine, sur le procès qu'il auoit contre Guy de Chastillon son beau frere, pour leurs partages. De mesme encores firent le Dauphin de Viennois, & le Comte de Sauoye, sur le differend de la foy & hommage du Marquisat de Saluce. Et en l'an mil quatre cens & deux, les Roys de Castille & de Portugal, enuoyerēt par aucuns Cheualiers Espagnols, vn traitté & accord fait & passé entr'eux, pour le faire publier & emologuer en la Cour de Parlement de Paris, pour auoir plus d'autorité. Facent donc tāt de compte qu'ils voudront les anciens Grecs & Romains

de leurs iustes iugemens, de la reputation de leurs loix, de la renommée de leurs Magistrats, si ne trouuerront-ils pourtant aucun tesmoignage si celebre pour leur gloire, cōme sont ceux icy, par lesquels la Iustice Françoisē a esté generalement, & par le consentement de toutes les nations du monde grandement honorée.

Mais, bon Dieu, considerons combien elle est decheüe de ceste ancienne opinion & reputatiō, veu que nostre pratique de procès generalement odieuse à chacun, est maintenant tenue plus pour chiquanerie que pour equité, plus pour corruption que pour integrité, plus pour vendition que pour iustice, plus pour faueur que pour droicture. Je ne veux pas dire q̄ il ne se trouue auiourd'huy vn bō nombre de iustes & equitables Magistrats, qui ennemis de tels desordres sou-

haissent & desirent ceste mesme re-
 formation de la Iustice, laquelle tous
 les gens de biẽ vous demandent & re-
 quierent si instammẽt, S I R E. Mais ie
 ne sçay si nous oserons dire que la plus
 grand part la meilleure surmonte, au
 moins dirõs nous biẽ que la forme de
 laquelle les officiers ont depuis quel-
 que temps en çà esté appelez à leur
 charge, est si pernicieuse, que lon la
 peult dire la mere de toute corruption
 & iniustice. Car c'est chose toute ma-
 nifeste & aperte, que pour créer vn iu-
 gelõ n'examine pas la capacité de son
 sçauoir, lon ne iuge pas l'integrité de
 sa vie, lon ne met point en auãt sa lon-
 gue experiẽce, lon n'a point de respect
 à l'aage & à la vertu, mais feulemẽt on
 regarde si les escus sõt de poids. Et de-
 puis que telles gens ont vne fois finã-
 cé, encores qu'ils soient trouuez inca-
 pables, si est-ce qu'ils impetrẽt tant de
 lettres

lettres de iussions, tant de commãdemens iteratifs, que l'on est contraint de les receuoir tels qu'ils sont, au preiudice de toute la Republique.

Les Philosophes ont estimé, que celuy qui ambitieusement recherchoit d'auoir quelque charge en la Republique par ceste seule pratique, se rendoit indigne d'obtenir iamais Magistrat, estant par là iuspect, que plustost vn prouffit particulier & auarice l'y poussoit, qu'un desir de bien faire à sa patrie. Et la mesme opiniõ auoit Alexandre Seuerẽ, Empereur tresiuste, qui tenoit telles gens dangereux en vn estat. Et l'une des plus grandes louanges que lon donne à ce iuste Prince, c'est qu'il ne voulut iamais tirer argẽt de la vente des offices ou Magistrats, disant qu'il faut que celuy qui achẽpte en gros, reuende puis après en destail, & qu'on ne pourroit honnestement

punir celuy qui reuend ce qu'il a ache-
 pté. Et les anciens Romains n'ont ia-
 mais rien tant crainct, finõ que d'intro-
 duire aux charges publiques des per-
 sonnes par ambitioõ ou corruptioõ d'ar-
 gët. Et iusques là ont esté curieux d'o-
 fter toutes telles occasiõs de mal, que
 par la loy *De ambitu* on coupoit che-
 min à toutes sortes de fraudes & pra-
 tiques, qui s'y pouuoient commettre.
 Et peult-on recognoistre combien ils
 estimoient que cela estoit important,
 en ce que iamais autre loy n'a esté si
 souuët repetée, comme celle de l'am-
 bition, que nous trouuons en l'hystoi-
 re Romaine auoir esté par quinze ou
 seize fois diuerses augmentée & refres-
 chie. Mais entre toutes les plus mau-
 uaises pratiques, le moyẽ d'y venir par
 argent a tousiours esté tenu pour le
 plus vilain & deshonneſte: voire mes-
 me que celuy qui en estoit cõuaincu,

receuoit grãde honte d'infamie, & de cinq ans après n'estoit receuable pour estre faict officier public.

Et entre tous les plus grands presages que le sage Catõ estimoit signifier la perte prochaine de la Republique Romaine, cestuy-cy en estoit vn, que non par la vertu, mais par menées & pratiques & argët on obtenoit les hõneurs. Et si cela estoit vray, il sembleroit certes que nous aurions de grands indices de la diminutiõ & ruine de nostre Monarchie, puis que nous voyõs apertement qu'il n'y a autre moyen en France de paruenir aux estats & dignitez publiques, qu'avec le pris de l'argent. Chose qui est certes grandement preiudiciable, & d'où il aduient de grãds malheurs en France. D'autant que plusieurs gens de bien demeurent oiseux & sans estre employez, encores qu'ils peussent estre vtils à la chose

publique, qui par leur pauvreté est pri-
 uée de leurs vtils seruices: où au con-
 traire la Iustice est maniée en partie
 par quelques personnes incapables, &
 qui n'ont autre vertu, sinon qu'ils sont
 riches, & ont de quoy payer contant.
 Vostre Majesté fera d'oc treshumble-
 ment suppliée, que quassant & annul-
 lant toutes taxes & venditions d'offi-
 ces, voire mesme ostant tous moyens
 de faueur & ambition, lors que les of-
 fices vaqueront par cy apres, il luy plai-
 se faire recherche en chacune prouin-
 ce de quelques gens, le sçauoir & la
 preud'homie desquels soit cogneüe
 & approuuée pour les en pourueoir
 gratuitemēt. Et parce que nous auōs
 dit, que nous recherchions plustost le
 reestablissemēt des anciennes loix, que
 d'en introduire de nouvelles, vostre
 Majesté entendra, s'il vous plaist, que
 le Roy saint Loys vostre predeces-

leur, Prince amateur de la pieté & iustice, fist vne ordonnance, par laquelle il statua, que tous offices publics fussent confereé par electiõ de trois personnes, qui seroit faitte par les autres officiers & citoyens des lieux : & qu'à l'vn des trois ainsi esleus, le Roy confereroit gratuitement & sans argent ledit office vaquant. Et ceste belle ordonnance a depuis souuent esté renouvellee par les Roys Philippes le Bel, Charles le Sage, Charles septiesme, Loys onziesme, & par le feu Roy Charles neufiesme, de bonne memoire, en ses estats tenus à Orleás. De sorte que telles institutions ne sont choses nouvelles, mais de l'õg temps pratiquées & ordonnées en France. Et de là aduiendra, oultre l'heureuse administratiõ de la iustice, encores vn autre bié à la Frâce: c'est que cõme l'hõneur & la gloire sont les vrais moyens pour

inciter & esueiller les courages genereux, chacû s'estudiera de valoir quelque chose, lors que le seul merite & la vertu, & non l'argent, feront departir les honneurs. Chose qui a fait croistre l'Empire Romain en sa grandeur. Et nous esperõs encores que nous pourrons veoir nostre Frâce florissante, lors que le seul merite, & non le pris & la faueur seront le chemin, pour trouuer auancement.

L'ordre des choses sembleroit requierir que nous parlissions en general de la discipline & police militaire: mais pource que cela est aliené de nostre mestier, & quel'on pourroit dire à iuste raison, que nous en parlerions comme clerks d'armes, nous n'en dirons autre chose, sinon que l'Europe, l'Asie, l'Afrique, & en general toute la terre, a prisé plus que nul autre la valeur des armes de la Noblesse Fran-

çoise, qui a tousiours esté en tel honneur entre tous les gens de guerre par tout le monde, qu'un bien petit nombre de gensdarmes François, a faict redoubter les plus grandes & puissantes armées. Et qu'il n'y a point de doute qu'elle ne se puisse veoir encores en ce poinct aussi florissante & victorieuse, qu'elle fut onques, si lon veut remettre sus l'ancienne discipline militaire de France. Car ce seroit mal à propos d'en chercher vne meilleure, ayant par ceste là esté faict anciennement tant de belles entreprinſes & heureuses conquestes.

Auant que passer plus auāt au troiesme poinct de nostre propositiō, ie suis contraint de toucher vne complaincte publique de to^r les ordres de ce Royaume, qui est de ce qui est au reculemēt de plusieurs bons & naturels François, lon voit les estrangiers

(quand nous parlerons des eſtrangers, nous n'entendons d'y comprendre les Princes) appelez aux plus grandes charges & honneurs du Royaume, ſoit en l'eſtat Eccleſiaſtique, Politique, ou Militaire. Chôſe qui a eſté trouuée fort iniuſte, & reprouuée en toutes les ſeigneuries bien ordonnées, leſquelles ont touſiours faiât difference entre le citoyen & l'eſtranger. Et la principale marque de recognoiſtre l'un d'auecque l'autre, a eſté, que le citoyen ſeul & non l'eſtranger, eſtoit capable des honneurs & dignitez. L'exemple de cela ſe pourroit rechercher en toutes les Republiques, & en pluſieurs ſe trouuerroit encores que l'eſtranger a eſté generalement chaffé, ſans pouuoir aucunement eſtre receu: comme en Lacedemone, & à Rome meſme par la loy *Petronia*, & la loy *Papia*, les eſtrangers furent

furent du tout bannis hors de la ville. Toutesfois ceste loy, comme dit Ciceron, fut tousiours tenue pour trop dure & seuerre, & ne seroit receuable en la France, qui plus que nulle autre a esté humaine à caresser, & receuoir toutes sortes de gens, & ne voudroit encores perdre ceste louange de douce hospitalité. Mais elle ne doit pourtant non plus que les autres, communiquer ses Magistrats à autre, qu'à ses propres enfans.

En Athenes par la premiere institution, l'estrangier ne pouuoit estre fait citoyen, que par le suffrage de six mil personnes, & pour de grandes & importantes causes & seruices signalez. Et Demosthenes de son tēps se plaignoit, comme d'une chose trespernieuse, que lon bailloit le droict de citoyen à personnes de bien peu de valeur, veu qu'en l'ancienne institution

cela n'estoit pas accordé à ceux mesmes, qui auoiēt bien merité de la Republique . Et quant aux Romains , ils ont tousiours maintenu, tāt qu'ils ont demeuré en leur entier, ceste loy si inuiolable , qu'ils ne voulurēt iamais accorder le droict de citoyen mesmes aux peuples Latins, qui leur estoient ou allicz , ou en leur obeissance , quoy qu'ils l'ayent avecques instāce, & iusques à sedition quelquesfois demandé. Et est certes memorable l'histoire racomptee par Tite Liue à ce propos. Apres la bataille des Cannes , où les Romains furent deffaicts, & perdirēt la plus grande partie de leur noblesse, & principalement quatre vingts Senateurs, sur la deliberation qui fut faite d'en créer de nouveaux en leur place , Sp. Caruillus, opina qu'il falloit introduire dans le Senat quelque nōbre de gēs de bien des peuples

Latins, qui estoient en leur obeissance. Mais ceste opinion fut trouuee si absurde & pernicieuse par ce grand Capitaine & Senateur Quint. Fabius Maximus, qu'il fut d'aduis de la tenir perpetuellement cachee, & quelques autres Senateurs opinerent encores plus seuerement & rudement. Et tout ainsi comme les anciēnes seigneuries ont estimē que c'estoit chose indigne de faire part de leurs honneurs aux estrangiers, les modernes encores se sont beaucoup maintenus avec ceste mesme opinion. Voire que Patrice Siennes, Euesque de Gayette, qui uiuoit du tēps de Ferdinād le vieil & Alphonse Roys de Naples, il y a pres de cēt ans, maintiēt en ses liures de la Republique, que ceste loy de ne cōmuniquer leurs dignitez aux estrangiers, est vne des principales qui a conseruē

Venize en sa grãdeur. Je laisse les exemples des autres peuples , pour ne me rēdre ennuyeux: mais ie ne puis passer soubs silence, que les loix de France, qui ont si bien pourueu à toutes choses necessaires à l'estat , n'ont encores obmis de bien & vtilemēt ordonner en ce poinct. Car en l'an 1431. du tēps du Roy Charles septiesme, fut faite vne ordonnance, par laquelle il estoit declairé, que tous estrangiers ou au-beins, estoient incapables de tenir offices ou benefices en France. Et ceste ordonnance fut pour seruir de loy irreuocable, publiee en la mesme annee au Parlement de Paris, seant lors à Poytiers, pour la necessitē des troubles qui estoiet en France. Et ne puis laisser passer ce beau cōseil que donne Philippes de Cōmines en son histoire tāt renommee, disant que c'est chose odieuse de donner offices, be-

nefices & grands maniemens aux e-
 strangers , qui ne peuuent estre ia-
 mais si propres ne si agreables , que
 ceux du pays . Et puis que c'est vn cō-
 sentement commun de toutes les na-
 tions, & comme vne loy de gens : vo-
 stre Majesté sera treshumblemēt sup-
 pliee, de pourueoir doresenauant aux
 charges publiques de ce Royaume,
 tant Ecclesiastiques , politiques, que
 militaires , les bons, legitimes & na-
 turels François , qui ont & notable
 interest, & affection naturelle à la cō-
 seruation de la France. Ce que ne peu-
 uent auoir les estrangers, soubz les-
 quels ie ne comprens les Princes. Et
 nous croyons que cela sera l'vn des
 plus grans moyens pour reconcilier
 les esprits alienez & mal contens, de
 plusieurs gens d'honneur François,
 qui s'estiment estre mesprizez, voyant
 que lon prefere à eulx les estrangers

paradventure moins dignes . La tranquillité donques publique eſtât bien eſtablie, toutes factions oſtees, les anciennes loix remiſes ſus, & inuiolablement obſeruees, les Magiſtrats non venaux, mais conferez par la vertu & merite aux bons & naturels François: nous tenons pour tout aſſeuré, qu'en brief nous verrons reuiure l'ancien honneur & ſplendeur de la France, & voſtre regne auſſi florissant par ceſte belle reformation, comme il a eſté infortuné par les malheurs & deſordres pazez.

Reſte le troiſieſme & dernier poinct que nous auons propoſé, qui eſt l'un des principaux fondemēs & cōme le nerf de la Republique: c'eſt à ſçauoir les finances. En quoy certes il s'oſtre tant de difficulté, que ie penſe que tous les meilleurs & les plus ſubtils eſprits de la France s'y trouuerrōt con-

fus & empeschez, principalemēt pour
 deux contrarietez qui s'y trouuent si
 grandes, que malaisēmēt elles se peu-
 uent compatir ensemble. Car d'une
 part, c'est vne chose fort estrange &
 fort dure à vostre peuple, qui ayme &
 honnore son Prince, d'entendre que
 vostre Majesté ait esté contrainte,
 pour la necessité des affaires de ce
 Royaume, de vendre son domaine,
 engager bonne partie de tous ses re-
 uenus, & soit encores grandemēt en-
 debtee. Et de l'autre aussi no^r croyōs,
 que vous comme Roy trespiteux &
 debonnaire, ne pourrez entēdre sans
 estre esmeu de grande compassion, tāt
 d'emprumpts, d'impositions & sub-
 si des, dont vostre peuple est af-
 fligé. Et pense veritablement, que
 s'il estoit fidelement representé de-
 uant les yeux de vostre Majesté, tout
 ce qui a esté leué depuis quelque

temps en çà par toutes les prouinces de vostre Royaume, tant par vostre commandement, que pour les fraiz qu'il a conuenu faire en chasque pays pour se deffendre & cōseruer: la somme se trouuerroit si grāde & excessiue, que vous auriez horreur de l'entēdre, & seroit difficile à nōbrer. Et qui vouldroit estroittemēt remedier à ce mal, il sembleroit estre necessaire d'ētendre & sonder iusques au plus profōd la cause & origine dōt il procede.

Nous croyons bien & sçauons certainemēt que les desordres & grands debtes ne sont pas venus de vostre Regne, veu que le feu Roy Charles ix. trouua desia l'estat endebté quād il vint à la Couronne, de bien grandes sommes, à l'acquitemēt desquelles la Royne vostre mere auoit proietté de bōs & louables desseins, qui ont esté, au grād preiudice de la Frāce interrō-

pus par les troubles suruenus du regne du Roy vostre frere , & du vostre, qui peuuent auoir donné grand accroissement à ce mal , tant par les fraiz extraordinaires qu'il a conuenu faire en la guerre , que pour auoir la pluspart des finâces & receptes generales esté occupees par ceux du party cōtraire. Mais aussi sçauõs nous bien que beaucoup de grands Royaumes, estãs outre mesure endebtez, par bon mesnaisge sont sortis de ceste misere , avec le soulagement du peuple.

L'Empire Romain ne fut iamais tant apauury , qu'il se trouua apres la mort de ce monstre desbordé en tous vices Heliogabale , & toutesfois Alexandre Seuerè, doux & gracieux Prince, incontinent apres sa mort rabaissa les impositions de plus de la moitié, & en quatorze ans qu'il regna, acquitta les debtes immenses de son prede-

cesseur, & fit la guerre aux Parthes, &
 peuples Septentrionaux. Et l'un des
 plus grands moyens de la bonne ad-
 ministration de ses deniers estoit, que
 ceux qui manioient les finances, es-
 toient si curieusement observez, qu'ils
 ne pouuoient le tromper, & la peine
 leur demeuroit certaine, si tost qu'ils
 estoient descouverts. Et le Roy Char-
 les v. pour ses vertus surnommé le Sa-
 ge, en 17. ans qu'il regna, acquitta tou-
 tes les debtes faites par ses predeces-
 seurs: paya grande partie de la rançon
 de son pere le Roy Iean, racheta son
 domaine qui estoit engagé, & ne lais-
 sa pourtant de faire la guerre aux An-
 glois, & secourut encores plusieurs
 Princes ses allies, comme les Roys de
 Castille & d'Escoffe. Et mourant, laissa
 vne aussi grande somme de deniers en
 ses coffres, qu'il s'en fut encores point
 veu en France. Et estoient toutesfois

les subsides qu'il leuoit sur son peuple fort petits & moderez de son temps. Et encores ce bon Prince en mourât, faisoit conscience de quelques aydes & subsides, dont les subiects auoient esté foulez, pour la necessité des affaires de la France. Et pria en ses dernieres parolles son fils, de soulager son peuple le plustost qu'il pourroit, par l'abolition des tailles. Et le principal fons de ses finances, estoit l'espargne, & bonne administration.

Et à la verité il semble qu'il y a deux choses qui espuisent les deniers communs, sans aucun profit ou aduantage de la Republique. Le premier est les dons immenses & non considerez: & l'autre est la mauuaise administration & mesnage des finâces. Vostre Majesté considerera, s'il luy plaist, si l'un & l'autre ont point cōsommé inutilemēt partie des deniers qui ont esté leuez

sur le peuple. Nous ne voulons pas
 tellement restreindre la liberalité des
 Princes, qu'il ne leur soit permis de
 donner à qui il leur plaist: estant cela
 l'une des premieres excelléces de leur
 grandeur & Majesté. Mais nous vou-
 lions bien dire que telles choses se doi-
 uēt faire avec moderation, & en sor-
 te que le public n'en souffre point.
 Car si telles despenses sont faittes en
 temps que l'estat est troublé, que les
 finances y sont courtes, & que le peu-
 ple est trauaillé de subsides: la chose
 est d'autant plus dangereuse & odieu-
 se, pource qu'il faut accroistre les im-
 positions pour enrichir les particu-
 liers. Et le fisc, ou les finances publi-
 ques, cōme disoit l'Empereur Adriā,
 est comme la ratelle en nostre corps,
 laquelle plus elle est grosse & enflée,
 & plus le reste du corps deuient sec &
 ethic: ainsi quand le fisc s'augmente

pour enrichir les particuliers, il fault
 que le cōmun s'en resente & s'apau-
 urisse. Et certes en cela on ne pourroit
 nier, que depuis quelque temps les
 dons immenses n'ayent passé toutes
 les bornes & limites, eu esgard aux fi-
 nances de France. Et nous recognois-
 sons toutesfois cela estre aduenu par
 la misere du tēps, où il sembloit estre
 dangereux de refuser aux importuns
 qui eussent peu, prenant autre party,
 faire beaucoup de mal & de domma-
 ge. Et souuentesfois, pour obuier à
 telles choses, a esté ordōné aux Repu-
 bliques, que tels dons immenses se-
 roiet reuoquez, ou pour le moins mo-
 derez. Ces choses ne seroient pas di-
 ctes pour donner loy à vostre libera-
 lité, pour l'assurance que vostre peu-
 ple se dōne de vostre sagesse, pruden-
 ce & discretion, qui sçaura mesurer
 sa beneficence selon les moyens &

*Sueton. in
Galba.*

necessitez, & clorre par cy apres plus libremēt la bouche à tels importuns & indiscrets demandeurs. Comme nous esperons encores qu'elle sçaura tresbien remedier au mauuais mesnage, que la calamité & necessité a introduit en l'administration de ses finances, que nous pensons proceder de deux causes principalement.

La premiere est la multitude des officiers des finances, le nombre desquels est creu si desmesurémēt & extraordinairement, que leurs gages, despenses, fraiz & vacations, absorbent & consomment près de la moitié des finâces de France: de sorte qu'il se trouue telles prouinces, d'où l'escu apporté en vostre espargne, ne reuiēt pas à trête sols. Du tēps du Roy Charles VI. les estats firent vne grande remonstrance & doleance, de ce qu'il y auoit cinq tresoriers, & qu'ancien-

nement il n'y en fouloit auoir que deux. Et que diroient maintenant ces bonnes gens de ce temps là, de ceste formiliere de tant de financiers inutiles, si en lieu qu'il n'y fouloit auoir qu'un recepueur general ils en veoyēt plus de quarante, comme ils sont aujourdhuy ? Et pour vn tresorier de France, President de la chambre des Comptes de Paris, avec quatre maistres qui estoient prins des anciens maistres d'hostel du Roy, & six clerks, que lon a depuis appelez Auditeurs, ils voyent pres de deux cens officiers en ceste chambre, oultre six autres qui sont erigez aux autres Parlemens. De sorte que lon peut dire asseurement que les gages des officiers de finance de France, se montent plus que ne faisoient anciennement tous les reuenus, subsides, & impositions qui se leuoient ordinaire-

ment en tout le Royaume. Et pour ce sembleroit bien que la supression de tous ces estats faiçts nouvellement en si grand nombre, & qui sont vn fardeau inutile au peuple, après que les comptables auroient rendu compte, seroit vne des plus necessaires ordonnances que pourroit attendre ce Royaume, & qui apporteroit autant de soulagement à vostre peuple, & d'acquittement à vos debtes. Et ne sont receuables en leurs remonstrances ceulx, qui disent que ceste supression seroit vne diminutiõ des parties casuelles: car ceste cõmodité de toucher quelque peu de deniers cõptans par hazard, s'achepte avec de grans & dommageables interests, tant pour la France que pour vos finances.

L'autre cause du mauuais mesnage, vient encores de la necessité: ayant esté vostre Majesté cõtrainte de prendre

dre & emprunter les deniers à grans & excessifs interests, & faire des parties defraisonnables avec quelques estrangiers & autres de vostre Royau-
me, qui se seruans de l'extremité en laquelle vous estes reduit, on fait entrer en leurs contracts plusieurs dons, gages, pensions, & autres parties non valables, que bien souuēt ils acheptoiēt à grand marché, & les mettent en cōpte de leur iuste valeur. De façon que le gain qu'ils y ont fait avec les interests, emporte & mǎge plus de la moitié des impositions nouuelles, qui se leuent sur vos subiects. Et s'il aduenoit, ce que Dieu ne vueille, que telle maniere de gens eussent intelligence avec aucuns de ceulx qui se messēt de vos affaires: la chose seroit reduitte à trefmalheureux & mauuais termes. Car ils ne voudroient iamais veoir vostre estat desengagé, puis que

vostre pauvreté seroit leur richesse. De cela ie ne diray autre chose, sinon que pour semblables vsures manifestes du tēps du Roy Loys XI. & Philippes le Bel, les biēs de telles personnes furent publiquement confisquez. Et depuis en l'an 1347. leur faisant leurs procès, il fut verifié, q̄ pour deux cens quarante milliures de principal, ils auoient tiré de prouffit & interests plus de vingt milliōs en bien peu d'années. Et no⁹ ne faisons point de doute, que si telles choses estoient recherchées auiourd'huy aussi curieusement qu'elles furent lors, qu'il ne se trouuaissent des sommes d'vsures bien immoderées, qui sont d'autant plus dangereuses & dignes de punition, qu'en ces vsures là les particuliers y estoient seulement endommagez, & icy le public y est interessé. Cela nous a semblé digne d'estre dict generalement

pour les finances de France, qui mériteroient vne recherche plus curieuse, & qui sera plus cōmodémēt appoſee au cayer de nos remonſtrances.

Pour faire fin, nous toucherons vn mot de ce qui appartient à l'ordre & eſtat Eccleſiaſtique. En toutes les Republiques biē inſtituees, ceux qui ont eu la charge des choſes ſainctes & ſacrees, ont eſté tenus touſiours immunes de toutes charges publiques, tant réelles q̄ perſonnelles. Et ſi ie voulois cōmencer par l'auctoriſté que les anciens Gaulois attribuent aux Druides, & cōtinuer la recherche de toutes les autres Republiques anciennes, qui ont hōnoré cōme Roys leurs Sacrificateurs & maîtres de leur religion & ceremonies, lon me pourroit accuſer d'eſtre trop curieux, & paraduenture trop affectionné en ma cauſe. Mais ramenant les choſes qui apartiennent

à nostre religion seulement, ie diray que dès le commencement que l'Empire a esté publiquement Chrestien, soubz la faueur de ce catholique Prince Constātin, les biens qui estoient ja sequestrez pour le seruice de Dieu & entretenement de sa religion, furent declairez exempts de toutes charges & priuees & publiques. Et ceste loy commencee dès le reſtabliſſement a toujours duré ferme & inuiolable, cōme il se peut veoir par les loix Imperiales. Et si les Empereurs Chrestiens ont acquis vne grande loüange par telles immunitiez donnees à l'Eglise de Dieu: les Roys de Frāce pour les auoir maintenues, se sont rendus hereditaires du nom & tiltre de tref-chrestien, qui leur fut concedé du temps de Charlemaigne, qui defendit si courageusement l'Eglise contre les Lombards, qui occupoient les

biens qui auoient esté consacrez à Dieu & à son Eglise. Et si nous recherchons toutes les histoires chrestiennes, nous trouuerrons que, plus que nuls autres, les Roys de Frâce ont esté scrupuleux, & du tout religieux en la cōseruation des priuileges & auctori-
 tez de l'Eglise: & ont tousiours craint plus que nuls autres, de se seruir à leur vsage des choses sacrees & voüees à Dieu. Comme certainement par diuers exemples il a tousiours monstté, combien il auoit en horreur & detestation ceux qui ont mis les mains aux choses, qui par la pieté auoient esté reseruees pour le seruice diuin: & a tousiours vsé à l'encontre d'eux d'une iuste, manifeste & seuerre vengeance. Dequoy les exemples sont assez vulgaires en l'escripture sainte, lesquels ie ne veulx reciter tous pour ne me rendre ennuyeux, Mais entre tels

iugemens de Dieu, est memorable la defense miraculeuse qu'il fist contre Heliodorus qui auoit esté enuoyé par Seleucus Roy d'Asie, pour enleuer les choses plus precieuses consacrees à Dieu en son temple. Car estant là prest pour executer le commandemēt qui luy auoit esté cōmis, il luy apparut vn homme plein de majesté, armé d'vnes armes dorees, & mōté sur vn cheual bien enharnaché, lequel donna des deux pieds de deuant dessus la teste de Heliodorus si grād coup, qu'estant jetté par terre, il fut saisi par deux ieunes hommes pleins d'vne venerable majesté, qui le foüeterēt de sorte, qu'ils le mirēt tout en playes sanglantes, & le laisserent demy mort & esuanoüy. Nous sommes contrains de ramener tels exemples pour respondre à quelques petits liurets & memoires imprimez, que quelques per-

sonnes mal affectez à l'Eglise, publiēt & semēt par ceste Court, par lesquels ils taschent de rejeter toute la foule de vos affaires, & du desengaigement de vos debtes sur l'estat Ecclesiastique, conseillās de vendre leur domaine & reuenu tēporel. Mais vostre Majesté sera, s'il luy plaist aduertie, que tels conseils procedēt d'vne maligne intētion, & sont semblables aux deliberatiōs de Iulian l'Apostat, cruel ennemy du nom de I E S V S C H R I S T, qui ne trouuoit moyen plus propre pour ruiner la foy Chrestienne, que d'oster & raurir les biens qui estoient donnez à son Eglise. Mais la iuste punition que Dieu fist de luy, montre assez combien son conseil estoit pernicieux. Et les exemples de la vengeance de Dieu sur les vsurpateurs des biens de l'Eglise ne manquent point encores en la loy de l'Euangile.

Car chacun ſçait, que par la ſentence du ſainct Eſprit pronôcee par la bouche de ſainct Pierre, Ananias & Saphira moururent ſoubdainement, pour auoir retenu vne partie des deniers prouenans de la vente de leur heritage, qu'ils auoient donné à l'Egliſe. Et ſ'il ne leur eſtoit loifible de retenir ce qui eſtoit procedé de leur bien: il ſemble bien qu'il ne ſoit pas iuſte de prendre ce que par autrui auoit eſté donné & vouié au ſeruice de Dieu & entretenement de ſon Egliſe.

Celce Conneſtable du Roy Gontrand de Bourgongne, ayant fait ſon prouffit des biens des Eccleſiaſtiques ſoubs l'autorité de ſon maĩſtre, ſentit auant que mourir en ſa conſcience vn iuſte fleau qui l'affligeoit interieurement. Car eſtât vn iour en l'Egliſe, il entendit lire ces mots du Prophete Eſaie, Malheur ſur ceux qui adiouſtēt
mai-

maison avecques maison, possession sur possession. Et comme si ceste sentence luy eust donné vn coup de baston, il s'escria, malheureux que ie suis, ceste malediction tōbe sur moy & sur toute ma race: & iamais depuis ne prouffita, ny ne fist biē, mais mourut malheureusemēt. Je n'ameneray point les exemples de Clouis 2. Roy de France, & du Comte de Mascon, recitez par nos histoires: mais ie ne puis passer soubz silēce celuy de Loys sixiesme, surnommé le Gros, lequel ayant esté, pendant le cours de sa vie, grand protecteur des priuileges de l'Eglise, pour certaine necessité sur ses vieux iours, se voulut ayder des biens des Ecclesiastiques, desquels il leur osta la possession. Mais ce grand personnage sainct Bernard, lumiere de son siecle, l'admonnesta par diuerfes lettres de la faute qu'il faisoit, & puis

le vint luy-mesme trouuer. Et voyāt que pour ces remonstrances il ne s'en vouloit desister: le menaça fort rudement, que bien tost il sentiroit sur luy le tesmoignage de la vengeance de Dieu. Ce qui aduint soudain apres, par la mort inopinee de son fils aîné. Et si ce bon personnage viuoit auourd'huy, de quels anathemes condamneroit & tels liures & leurs auteurs & moyens, qui conseillent de dilapider & vèdre tout le patrimoine de l'Eglise? Et pource que leur principale raison & argument de leur persuasion est la necessité de vos affaires & de l'estat: nous leur dirons que le Royaume de France s'est autresfois veu en plus grande necessité, mesmes pour les guerres intestines, estant la plus grand part de la France occupee par les rebelles & Anglois, qui tenoient entre autres la bonne ville de

Paris. Et toutesfois on ne parla iamais de dissiper & mettre en vente le bien & patrimoine de l'Eglise. Et iamais la necessité ne fut plus grande en autre Royaume qu'en Ægypte en ceste grãde famine, qui dura sept ans sous le Patriarche Ioseph, pour subuenir à laquelle il fallut vendre la cinquiesme partie de tous les biës d'Ægypte, sauf toutesfois l'heritage des Prestres, auxquels Ioseph ne permit de toucher, mais les laissa immunes, comme nous lisons au Genese.

Nous ne voulons pas dire que l'Eglise en telles necessitez ne doibue ayder au public, mais cela doit estre moderément & par les voyes legitimes: comme aussi on a veu en France, les Ecclesiastiques plus que nuls autres, prompts à subuenir aux necessitez publiques. Et encores que l'Eglise sente sous vostre Regne,

ceste faueur de ne veoir plus son bien
 aliéné, ce qu'elle se promet de vostre
 inſigne pieté, ſi ne demeurera elle pas
 pourtant exempte de beaucoup de
 grâdes charges & miſeres. Car ſi nous
 voulons repreſenter au viſ, les oppreſ-
 ſions que par impositions extraordinaires
 & exceſſiues ſubſides elle a en-
 duré, que la deſolation qui a eſté en
 icelle, & qui continue encores en di-
 uers lieux de ce Royaume, d'où les
 Eccleſiaſtiques ſont bannis & exiléz,
 leurs biens occupez, leurs Eglifes &
 maiſons ruinees & demolies, & eulx
 expoſez à la cruauté & rage des enne-
 mis de Dieu & de vostre Maieſté.
 Nous craindrions de rafreſchir en ce-
 ſte fin la memoire des maulx paffez,
 & trop eſmouuoir le cueur pitoyable
 de vostre Maieſté, laquelle ne voulâs
 attriſter en ceste conſclusion, nous di-
 rons ſeulement, qu'oultre toutes les

calamitez que vostre Majesté sçait que l'Eglise supporte, elle n'est exempte d'autres grandes charges, comme de dix huit cës mille liures qu'elle paye pour l'acquit de vos debtes, & pour les necessitez publiques en l'hostel de ville de Paris, oultre cinquante millions dont elle a subvenu en la Republique en ces plus grands affaires. Et encores apres son naufrage où elle a perdu grande partie de ses biens, tout ce qu'elle pourra, qui sera certes bien petit, ne sera esparagné au bien & vtilité publique, par moyës legitimes, raisonnables & approuuez.

L'Eglise donques, SIRE, sanglante de ses playes, malheureusemēt déchiree, persecutee de toutes parts, se jette pour son refuge entre vos bras, vous demande ayde & confort, vous

coniure par le nom de Treschrestien
 que vous portez pour ceste cause, par
 le Baptisme que vous auez receu en
 icelle, par le serment que vous auez
 fait en vostre Sacre, de luy garder ses
 priuileges, & par ceste insigne pieté,
 de laquelle vous faites profession &
 estes admirable à tout le monde, que
 vo^r soyez son suport & sa defense. Et
 avec toute l'obeissance que vous pou-
 uez attédre de vos treshübles & tref-
 obeissans subjects, ils ne cesseront ia-
 mais de vous secourir des armes qui
 leur sont les plus propres, qui sont les
 prieres & oraisons : lesquelles ils fe-
 ront incessamment à Dieu, qui beni-
 ra & fauorisera, s'il luy plaist, toutes
 vos actions, pour vous rendre heu-
 reux, aimé, craint & redoubté en ce
 monde, & vous preparera ceste troi-
 iesme & plus heureuse couronne que

vous attendez en l'autre siecle, apres ces deux qui enuironnent maintenant vostre teste.

*Prononcée le Ieudy 17. iour de
Januier 1577.*

Extraict du priuilege.

PA R grace & priuilege du Roy, il est permis à Pierre l'Huillier Libraire iuré en l'Vniuersité de Paris, d'imprimer ou faire imprimer, vendre & distribuer vn liure intitulé *Harengue prononcée à Bloys deuant le Roy, par Mess. Pierre d'Epinac, Archeuesque, Comte de Lyon, &c.* Et deffenses à tous autres de quelque estat & qualité qu'ils soient, d'imprimer ou faire imprimer, vendre ne distribuer ledict liure iusques à deux ans, sur peine de confiscation desdicts liures & d'amende arbitraire, comme apert plus amplemēt es lettres de priuilege: données à Paris le viij. iour de Feurier, 1577. & de nostre regne le troisieme.

Par le Conseil,

SIGNE DANES.

